

Le Chef
du département fédéral
des affaires étrangères.



Berne, le 19 avril 1890

Monsieur le Dr Lardy,
Ministre de la Confédération
(Paris)

Je ne veux pas laisser M. Du Pasquier retourner à Paris sans lui remettre une réponse tout au moins provisoire à vos deux intéressantes communications en date d'hier.

Concernant le Simplon, je puis vous dire que l'affaire est beaucoup moins avancée qu'on ne paraît l'admettre à Paris. Je la crois en meilleure voie que précédemment, mais il s'écoulera encore du temps jusqu'à ce que nous ayons l'adhésion du gouvernement italien. D'abord, il nous faut établir les plans et devis définitifs, travail dont le Tura-Simplon s'occupe et qui, vu le soin minutieux qu'on y met avec raison, n'est pas près d'être terminé. Puis viendra la période des négociations qui, avec un gouvernement besoigneux comme celui d'Italie, risque d'être assez longue. Enfin, quand tout sera parachevé et paraphé au point de vue diplomatique et parlementaire, il faudra encore compter huit ans pour la construction. Si M. Ribot se préoccupe



du Simplon quant aux perspectives de guerre, vous voyez qu'il peut donc se rassurer. Nous sommes d'ailleurs d'avis que le tunnel du Simplon est un moindre danger que la route construite par Napoléon 1^{er}, et que tunnel et route du Simplon sont beaucoup moins redoutables que la route du St Bernard, qui heureusement n'est pas encore achevée. Aussi n'y a-t-il pas de doute sur la nécessité de développer considérablement et de compléter les fortifications de St Maurice. On s'en occupe.

Concernant la Savoie, je suis d'avis que pour le moment il faut s'en tenir à des réponses comme celles que vous avez déjà données à Mr Spulles. Je partage complètement les considérations que vous développez à ce sujet. Il m'aurait été très agréable de pouvoir faire part de vos réflexions et de votre important entretien avec M. de Freycinet à quelqu'un d'à la fois discret et compétent. Malheureusement, depuis la mort du colonel Pfyffer, ce quelqu'un fait défaut. J'ai souvent engagé mon collègue M. Hauser à s'occuper de la question de Savoie pour l'étudier à fond et pouvoir se préparer aux diverses éventualités qui peuvent se produire, il est tellement surchargé de détails qu'il n'a pu jusqu'ici donner suite à mon invitation. Je ne sais pas si le colonel Keller, très capable du reste, a pour cet ordre de questions l'ampleur de vues de son prédécesseur. Chaque jour davantage, je sens la nécessité de m'appuyer sur un militaire de premier mérite pour cette question si

délicate et dont il faut se garder d'entretenir des personnes babillardes. Je vais entreprendre de nouveau M. Hauser à ce sujet, et il faudra bien que l'on aboutisse à quelque chose.

De Berlin et de Rome, il ne m'est rien venu dans les derniers temps sur cette question. Tant que l'alliance italo-germanique durera, il est évident que les vues des deux gouvernements en question ne se modifieront guère. Et c'est là un point qu'il est impossible de faire aborder par nos ministres. J'en reste donc sous ce rapport à ce que je vous ai écrit précédemment.

Dès que j'aurai quelque chose de neuf, je ne manquerai pas de vous en faire part. En attendant, je demeure, Monsieur le Ministre,
 Votre dévoué.
 Sig. Droy.

François Arago m'a apporté, il y a quelques jours, les salutations personnelles de M. Ribot. Je vous prie de lui dire combien j'y ai été sensible et de lui présenter les miennes avec l'assurance de l'excellent souvenir que j'ai gardé des heures rapides passées avec lui sous votre toit hospitalier.